

[print](#)

## En Grèce, le président Hollande défend l'austérité

De [Anthony Torres](#)

Global Research, mars 01, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/en-grece-le-president-hollande-defend-lausterite/5324896>

Le président français François Hollande s'est rendu en Grèce le 19 février pour rencontrer le premier ministre grec conservateur Antonis Samaras. Il s'est présenté en tant qu'ami du peuple grec, bien qu'il ait soutenu les programmes d'austérité successifs imposés sur le pays par les banques et l'Union européenne.

Hollande était accompagné de capitalistes français qui comptaient acheter des biens du secteur public grec, que la Grèce privatise sous pression de l'UE.

Lors de sa visite à Athènes, Hollande a approuvé les mesures d'austérité imposées à la population grecque par les différents gouvernements successifs depuis 2009 : « le peuple a subi des choix douloureux, même si, pour beaucoup ils étaient nécessaires ».

Cette déclaration expose le caractère mensonger de la campagne électorale de Hollande, qui déclarait que « l'austérité n'est pas une fatalité » pour tenter de donner un aspect de « gauche » au programme d'austérité qu'il préparait contre les travailleurs.

Le ton cynique de la tournée de Hollande en Grèce reflétait la collaboration réactionnaire entre les bourgeoisies grecque et française au sein de l'UE. Contrairement à la visite précédente de la chancelière allemande, Angela Merkel, le président français n'était pas protégé par un dispositif policier important.

Hollande a reçu les compliments de Samaras, qui a remercié le gouvernement français pour avoir soutenu le maintien de la Grèce dans la zone euro. Samaras a flatté la France d'être le « centre politique de l'Europe ».

Hollande démontrait non seulement son indifférence politiquement criminelle envers les travailleurs grecs, mais les conceptions réactionnaires qui motivent sa politique en France. Les banques et l'UE se servent de la Grèce comme d'un laboratoire pour détruire les acquis sociaux de la classe ouvrière. Depuis l'élection de François Hollande en mai 2012, la France suit le chemin tracé par le premier ministre du parti social-démocrate grec PASOK, Georges Papandreou, après son élection en octobre 2009.

L'UE a imposé à la Grèce cinq plans de sauvetage assortis de plans d'austérité depuis 2009 qui ont produit une régression sociale à une échelle inconnue dans son histoire moderne. Depuis 2008, le taux de chômage est passé de 7 à 27 pour cent. En 2013, les économistes projettent que le pourcentage de travailleurs sans emploi passera à 30 pour cent.

Les pensions des retraités et les salaires des travailleurs qui ont réussi à garder leur emploi ont subi des baisses importantes, en moyenne d'environ 40 pour cent. Le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est en constante augmentation. L'accès aux soins et à la nourriture sont de plus en plus difficiles pour de larges sections de la population: les hôpitaux ne sont pas équipés, des milliers de gens sont devenus SDF et le taux de suicides explose.

Les programmes d'austérité ont aussi provoqué une crise dans les partis politiques

traditionnels en Grèce et par là même une crise de la démocratie bourgeoise grecque. Pour continuer à imposer les mesures d'austérité à la classe ouvrière grecque, l'UE avait imposé en novembre 2011 un gouvernement de technocrates pour remplacer le gouvernement Papandreou discrédité. Depuis juin 2012, c'est un gouvernement de coalition de partis de droite et de « gauche » dirigé par Samaras qui poursuit cette politique. Le PASOK fait partie de cette coalition mais son vote s'est effondré lors des dernières élections.

Les droits démocratiques des travailleurs grecs sont attaqués par la bourgeoisie grecque qui rend illégale toute mobilisation des travailleurs. Les milieux dirigeants s'inquiètent que la classe ouvrière est susceptible d'échapper au contrôle des syndicats, comme elle menaçait de faire lors de la grève des chauffeurs de camion en 2011 et la récente grève des travailleurs du métro d'Athènes. La bourgeoisie grecque fait aussi appel aux bandes fascistes organisées par l'Aube dorée, avec la complicité de la police, pour réprimer les immigrés et plus largement la classe ouvrière.

Depuis près d'un an, François Hollande tente de réduire du déficit public, comme Papandreou en 2009. Son gouvernement met en œuvre une politique de destruction de sites industriels (PSA Aulnay, ArcelorMittal-Florange) et a fait pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent que les syndicats signent des accords de compétitivité dans chaque entreprise, supprimant ainsi les acquis sociaux. Les syndicats et le gouvernement Hollande ont trouvé un terrain d'entente le 11 janvier avec le patronat pour réformer le marché du travail.

L'économie française stagne, avec une croissance en 2012 à 0,1% et qui risque de se contracter cette année. Le déficit budgétaire sera supérieur au 3% en 2013 et 2014. L'Etat cherchera à faire des économies, comme l'a expliqué Olli Rehn, commissaire aux affaires économiques de l'UE : « étant donné les risques liés à une dette publique qui a déjà grimpé au-dessus de 90% et le défi de compétitivité très important auquel fait face l'économie française, il faut que la France poursuive (...) les efforts budgétaires et les réformes structurelles pour la croissance et l'emploi. ».

François Hollande s'inspirera de son voyage en Grèce pour imposer ses mesures d'austérité à la classe ouvrière française. Il comptera sur le soutien d'organisations comme le Front de Gauche ou le NPA, tous deux très proches du parti pseudo-gauche Syriza, qui grimpe dans les sondages suite à l'effondrement du Pasok.

Syriza a salué la victoire de Hollande sur Sarkozy, qui travaillait en étroite collaboration avec Merkel pour mener une politique d'austérité en Europe. Le dirigeant de Syriza Alexis Tsipras avait dit que « nous avons de grands espoirs et attentes concernant cette rupture de l'axe franco-allemand qui a suivi la défaite de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle ».

Il avait ajouté : « les questions formulées par la gauche il y a longtemps sont maintenant discutées au niveau du G8, tels les euros-bonds et les prêts directs de la Banque centrale européenne ».

Cet enthousiasme de Tsipras contribua à masquer la nature du gouvernement Hollande, démontrant les liens étroits qui existent entre la pseudo-gauche et la « gauche » bourgeoise social-libérale incarnée par Hollande.

Les propositions de Tsipras n'étaient pas des mesures de rupture avec la politique d'austérité dictée par l'UE mais étaient calquées sur le programme de Hollande aux élections présidentielles. Tsipras voyait en Hollande un partenaire pour discuter l'assouplissement des conditions de remboursement de la dette grecque et ainsi favoriser sa propre ascension électorale, basée sur une politique de collaboration

avec l'UE et de remboursement des banques.

**Anthony Torres**

Copyright © 2013 Global Research